

Le Socialiste

41e année - Rs 5.00 - No 10614 - MERCREDI 14 JUIN 2023 «Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire» - Jaurès

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

France

Retraites : la motion de censure de la Nupes rejetée par l'Assemblée



Page 3

Sunak et Johnson à couteaux tirés



Page 3

Kylian Mbappé envisage un départ en 2024, le PSG acculé



Page 8

**L'Afrique brûle moins,
l'Amérique du Nord
s'embrase**



Page 4

États-Unis

L'autorité américaine de la concurrence demande la suspension de l'acquisition d'Activision par Microsoft



Page 4

Les États-Unis ont officiellement demandé à réintégrer l'UNESCO



Page 5

Foot News

Kylian Mbappé envisage un départ en 2024, le PSG acculé



Page 8



Page 8

Le contrat de William Saliba prolongé d'un an par les Gunners

A la télé aujourd'hui



07.10 Film: Juste Un Peu D'Alchimie
08.55 Serial: Airwolf
09.40 Le Chemin Du Destin
10.05 A Que No Me Dejas
10.30 The Gardener's Daughter
10.55 Tele: Marimar
12.00 Le Journal
12.25 Sublime Mensonge
13.15 Tele: Fierce Angel
13.40 Imperio De Mentiras



07.05 Local: Danyel Waro...
08.07 Paroles Agricoles
09.04 Local: Arsiv MBC
09.30 Local: Radio Vision
10.34 Local: Rodrig Prog
11.03 Music Tour 2022
12.00 Local: Rodrig Prog
12.15 Local: Son Ladan Mem
13.07 Le Journee Sous Le Regard

13.20 Local: Priorite Sante
14.28 Rodrig Prog: Rod'Art
15.00 Local: Nu Rasinn
16.40 Le Journee Sous Le Regard
18.00 Imperio De Mentiras
18.33 A Que No Me Dejas
19.00 Zournal Kreol
19.20 Le Magazine De L'Emploi
19.30 Local: Rodrig Spor
20.36 National : Fresque...
20.46 Local: En Forme
21.06 Local: Agri Ensemble
21.27 Local: Les Klips



07.00 Serial: Chacha Bhatija
08.26 Bhojpuri Dhamaka
08.56 Local: Prakriti Ki God Mein
09.22 Chikitsa Aur Swasthya
10.00 Jijaji Chhat Par Hain
11.32 Serial: Radha Krishna
12.00 Film: Awaara Starring: Prithviraj Kapoor, Nargis, Raj

Kapoor
15.30 Serial: Bhagan Ab Ho Kitne Door
16.00 Serial: Suhani Si Ek Ladki
18.00 Live: Samachar
18.30 Other: Radha Krishna
19.00 Local: Kala
20.00 Local: Virasat
20.35 Film: Chana Jor Garam
Starring Neha Shree, Aditya Ojha
22.50 Jijaji Chhat Par Hain
23.14 Serial: Yeh Teri Galiyan



06.45 Mag: Red Carpet
08.53 Doc: Nobel Prize
09.58 Doc: Stolen Soul
10.40 Doc: Behind The Mystique
11.32 Rev: The Global Auto
11.58 Mag: Healthy Living
12.32 Doc: World Heritage
12.55 Mag: Check In
14.22 Doc: Nobel Prize
15.00 D.Anime: The Story Of

Book..
15.17 Les Nouvelles Aventures....
15.22 D.Anime: Panda And Little...
15.34 Best Furry Friends
15.45 Ubongo Kids
16.12 The Adventure Of...
16.32 D.Anime: Mondo Yan
16.47 D.Anime: The Treasure Island
17.13 Mag: Lab 360
17.54 Doc: Sweet Magic
18.00 Mag: Motorweek
21.46 Film: Spy Game



14.25 Zindagi Mere Ghar Aana
15.24 Film: Mere Jeewan Sathi
18.00 Live: Samachar
18.30 Kundali Bhagya
19.00 Udaariyaan
19.30 Kuch Rang Pyar Ke Aise..
20.00 Sasural Simar Ka 2

20.30 Radha Krishna
21.06 Anupamaa
21.36 Mere Sai
22.05 Kismat Ki Lakiron Se
22.31 Kabhi Kabhie Ittefaq Sey
22.58 Patila Babes
23.31 Film: Mere Jeewan Sathi
Starring Akshay Kumar, Karisma Kapoor and Ameesha Patel

Le Socialiste

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Directeur-Rédacteur en chef: Vedi Ballah

Administration: 2ème étage, Cubic Court, 30A, rue Mère Barthélemy, Port-Louis
Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003

E-mail: lapresselibreesocialiste@yahoo.fr

Website: Lesocialiste.info

Facebook: Lesocialiste.info

Le Vatican envoie son premier satellite dans l'espace avec un message d'«espérance» à bord

Le minisatellite, dont l'envoi est prévu ce lundi à bord d'une fusée SpaceX, contient une prière du pape François gravée sur un nanolivre.

Le Vatican investit l'espace. Ce lundi 12 juin, un message du pape François va quitter la terre à bord d'un minisatellite, embarqué dans une fusée SpaceX. La mission spatiale, coordonnée par l'Agence spatiale italienne (ASI) et baptisée Spei Satelles (satellite de l'espérance en latin), doit décoller à 12 heures de Paris de la base de Vandenberg en Californie. Par ce satellite, qui sera placé en orbite à 525 km d'altitude, le Vatican souhaite «concrétiser un geste fort, évocateur, universel et entraînant», pour donner «un signe d'espoir pour toute l'humanité», a indiqué le micro-Etat.

La prière envoyée dans l'espace est inspirée du message papal prononcé le 27 mars 2020, au commencement de la pandémie de Covid-19. Alors qu'une partie du monde était confinée, le pape François, seul sur le parvis la place Saint-Pierre à Rome, avait adressé un discours à l'attention des catholiques du monde entier, pour appeler à «rallumer l'espérance» face



à l'inconnu du virus. Le pape avait également invité le monde à «trouver le courage d'ouvrir des espaces où tous peuvent se sentir appelés», et «permettre de nouvelles formes d'hospitalité et de fraternité».

Mini-satellite de 3kg

Cette même prière, légèrement modifiée, ainsi que les images de ce discours, ont été gravées en minuscules caractères qui ne peuvent être lus que par des appareils de lecture nanotechnologiques. Le livre numérique d'une épaisseur d'à peine 2 millimètres, soit la taille de la pointe d'un stylo, tient dans un minisatellite conçu par des étudiants de l'école

Polytechnique de Turin, en Italie. Sa longueur est d'environ 30 centimètres et son poids total, 3 kg.

En plus du nanolivre, le Vatican a glissé un fichier contenant des messages d'espérance «à diffuser pendant ce voyage». «Pendant son voyage dans l'espace, Spei Satelles transmettra un signal radio perceptible avec un simple équipement accessible à tous. Ce signal contient des messages d'espérance en provenance du Pape», est-il expliqué sur le site de la mission. La batterie de l'émetteur radio va lui permettre de diffuser pendant 6 mois à un an. Le satellite, lui, pourra rester jusqu'à 12 ans en orbite.

Des jeunes poursuivent le Montana: un procès historique pour le climat s'ouvre aux États-Unis

Le premier procès lié au changement climatique aux États-Unis s'est ouvert lundi dans le Montana, après qu'une dizaine de jeunes eurent engagé des poursuites contre cet État du nord-ouest, l'accusant d'enfreindre leur droit constitutionnel à un «environnement propre et sain».

L'affaire, nommée «Held v. Montana», est scrutée de près, car son résultat pourrait appuyer d'autres poursuites engagées à travers le pays, ciblant à la fois l'industrie des énergies fossiles et les autorités.

Les 16 plaignants, âgés de 5 à 22 ans, affirment que les «effets dangereux des énergies fossiles et de la crise climatique» leur ont porté atteinte — les enfants étant «singulièrement vulnérables» à ces effets qui ne font qu'empirer.

La plaignante principale, Rikki Held, dont la famille possède un ranch dans l'est du Montana, a raconté comment leur mode de vie avait été directement affecté par les feux de forêt, les températures extrêmes, et la sécheresse qui frappent de plus en plus fréquemment cet État réputé pour ses paysages verdoyants.

Rikki Held, 22 ans, a notamment évoqué un feu de forêt qui avait détruit des lignes à haute tension et coupé le courant de leur ranch pendant un mois, provoquant la mort de bétail, car la famille ne pouvait pas pomper d'eau.

En 2021, la fumée et les cendres des incendies avaient saturé l'air «tout l'été», a expliqué cette diplômée en sciences de l'environnement.

Effets démultipliés

Au cœur des débats, un article de la constitution locale disposant que «l'État et tout un chacun doivent maintenir et améliorer un environnement propre et sain dans le Montana pour



les générations présentes et futures».

Les plaignants remettent également en question la constitutionnalité d'une loi du Montana qui interdit à l'administration locale de prendre en compte les impacts sur le climat lorsqu'elle doit accorder ou non des permis à des entreprises d'énergies fossiles.

Ils n'exigent aucun dédommagement, mais demandent qu'une déclaration stipulant que leurs droits sont enfreints soit rédigée. Celle-ci doit constituer une première étape vers une action législative.

Dans ses propos liminaires, l'avocat Roger Sullivan a évoqué les effets du réchauffement climatique sur la jeunesse du Montana.

«Chaleur, sécheresse, feux de forêt, pollution de l'air, violentes tempêtes, disparition de la faune locale, fonte des glaciers, perte de piliers et traditions familiales et culturelles», a-t-il listé, évoquant également les dégâts médicaux et psychologiques.

En outre, l'avocat a argué que l'État avait mené une politique énergétique désastreuse, libérant 166 millions de tonnes de CO2 chaque année dans l'atmosphère, l'équivalent d'un pays comme l'Argentine alors que le Montana ne compte qu'un peu plus d'un million d'habitants.

Le climatologue Steve Running,

appelé à témoigner par l'accusation, a exposé lundi les preuves scientifiques de la responsabilité de l'homme dans le réchauffement climatique. Le Montana connaît par exemple des hivers plus courts rallongeant la saison des feux, a-t-il noté.

«Spectateur»

À plusieurs reprises, l'État a tenté de faire annuler les poursuites pour des raisons de vice de procédure, mais le 6 juin, la Cour suprême de l'État a donné son feu vert pour que le procès débute. Il se déroulera jusqu'au 23 juin à Helena, capitale du Montana.

Le procureur général du Montana Michael Russell a lui affirmé qu'au cours des débats, le tribunal entendrait des «suppositions» concernant «ce que le futur peut réservé, y compris des affirmations radicales et grandiloquentes sur un destin tragique qui nous attend tous».

Selon lui, la loi au coeur des débats du procès ne peut pas être à l'origine des dommages dont les plaignants se sont dits victimes.

«Les émissions (de CO2) du Montana sont simplement trop minuscules pour faire une quelconque différence», a affirmé Michael Russell, jugeant que le changement climatique était une «question mondiale», dans laquelle l'État jouait un rôle de «simple spectateur».

Ce type d'argument revient souvent, a déclaré à l'AFP Michael Burger, directeur général du centre Sabin pour le droit climatique à l'université Columbia.

Selon lui, les gouvernements et l'industrie des énergies fossiles ont tendance à dire «que rien ne doit être fait tant que tout le monde ne se met pas d'accord pour tout faire, et qu'aucune contribution individuelle ne peut être assez importante pour compter».

L'Afrique brûle moins, l'Amérique du Nord s'embrase

En 2016, un territoire aussi grand que l'Île-du-Prince-Édouard s'enflamme dans la région de Fort McMurray, en Alberta. En 2019, on répertorie en Amazonie des dizaines de milliers de feux ; la communauté internationale bondit. En 2020, les flammes embrasent le sud-est d'une Australie où s'enchaînent trois années de sécheresse. Toujours en 2020, la Californie encaisse des incendies d'une ampleur inédite dans son histoire moderne ; ces feux emportent 33 vies humaines. Et cette année, la forêt boréale canadienne s'enflamme d'un océan à l'autre avant même le solstice d'été.

Les feux de forêt sont-ils devenus plus nombreux ces dernières années ? À question complexe, réponse complexe. Les causes des incendies en milieu naturel — qui touchent les forêts, mais aussi les prairies, les zones arbustives, les tourbières, etc. — sont multiples. Tant l'humain que le climat y jouent un rôle. La déforestation, l'évolution des méthodes agricoles et les changements climatiques exercent des influences parfois contraires.

Tout compte fait, les analyses des scientifiques démontrent que la Terre brûle moins depuis le début du XXI^e siècle. Cette observation contre-intuitive, qui se heurte aux impressions laissées par les feux catastrophiques des dernières années, a été énoncée en 2017 dans *Science*, puis réitérée en 2022 dans une grande revue de la littérature publiée dans *Reviews of Geophysics*. Selon ce second exercice, cosigné par la réputée climatologue franco-québécoise Corinne Le Quéré, la superficie brûlée dans le monde a diminué de 27 % entre 2001 et 2019.

Plusieurs variables

Une région du monde pèse très lourd dans cette tendance à la baisse : les savanes africaines. Depuis 20 ans, le nord de l'Afrique subsaharienne a connu une



réduction de près de 40 % des surfaces brûlées annuellement, même si la météo propice aux feux est devenue plus courante. Cette diminution s'explique par le fait que, depuis le début du siècle, l'agriculture industrielle a gagné beaucoup de terrain en Afrique, aux dépens de techniques traditionnelles ayant recours au brûlage des prairies et des savanes.

L'Europe méditerranéenne a aussi connu un recul des feux de forêt depuis l'an 2000, date à partir de laquelle des données satellitaires plus précises sont disponibles. En général, on explique cette tendance par les efforts accrus voués à la suppression des incendies. Certains feux extrêmes ont tout de même eu lieu sur le Vieux Continent lors d'importantes sécheresses. Pensons aux incendies en Grèce à l'été 2018, survenus lors d'une vague de chaleur qui aurait été « impossible » dans le climat préindustriel, selon une étude.

« Les feux de forêt sont des événements qui se produisent dans des conditions extrêmes. On est habitués à penser en termes de moyennes, mais les moyennes représentent souvent mal le régime de feu en entier. Il y a énormément de variabilité », fait remarquer Sylvie Gauthier, chercheuse émérite à Ressources naturelles Canada et spécialiste des feux de forêt.

En Amazonie, on utilise couramment le feu pour nettoyer les terres déboisées afin d'y planter des cultures. En con-

séquence, les surfaces brûlées annuellement vont de pair avec la déforestation. Après des sommets atteints vers le tournant du millénaire, la déforestation (et les feux qu'elle implique) a battu en retraite, avant de rebondir en 2019 et en 2020. Des sécheresses en Amazonie en 2005, 2010 et 2015 ont aussi donné lieu à d'importantes saisons incendiaires.

La propension aux incendies s'accroît de façon très marquée dans les forêts de l'ouest des États-Unis. Des analyses récentes démontrent un quintuplement de la superficie brûlée annuellement depuis les années 1970. Dans cette région du monde, les scientifiques observent un excellent accord, saison par saison, entre les feux et la météo sèche et chaude. Selon une étude, les changements climatiques y ont doublé le territoire brûlé depuis 1984. La taille totale des incendies est maintenant similaire à ce qu'on observait au début du XX^e siècle, avant que l'on s'efforce d'éteindre les feux sauvages.

En Sibérie, la tendance des dernières décennies est ambiguë. Il semble y avoir une augmentation, mais l'emprise des feux varie beaucoup d'une année à l'autre en forêt boréale. Ces dernières années, des incendies importants suggèrent que les flammes sont désormais en mesure de sattaquer à des territoires arctiques dont la végétation n'était auparavant pas assez sèche pour brûler.

Relativement peu d'études portent sur le sud-est de l'Australie, mais l'une d'elles rapporte un sursaut du nombre de mégafeux (plus d'un million d'hectares) depuis l'an 2000 par rapport au siècle dernier. Les feux de brousse de l'été 2019-2020 sont survenus juste après l'année la plus chaude jamais enregistrée dans le pays. Une étude évalue que les changements climatiques ont rehaussé de 30 % les risques de voir un tel événement se produire.

Une période des feux plus longue

Et au Canada ? La superficie brûlée annuellement a augmenté « significativement » — celle-ci a plus que doublé — depuis 1959. La tendance est plus forte dans le nord des Prairies, mais pointe également vers une hausse dans le nord-ouest du Québec. En outre, les grands feux (200 hectares et plus) se sont agrandis, en moyenne. Et la saison des feux commence une semaine plus tôt au printemps, et s'achève une semaine plus tard à l'automne. Au Canada, la taille des incendies concorde principalement, d'une saison à l'autre, avec les conditions météorologiques, qui sont de plus en plus favorables aux feux.

Évidemment, l'humain a changé ses habitudes en forêt boréale canadienne depuis une soixantaine d'années. Les avions-citernes sont devenus plus nombreux ; la foresterie s'est développée. Or, ces phénomènes vont typiquement à l'encontre des feux, explique Victor Danneyrolles, professeur en écologie forestière à Université du Québec à Chicoutimi. « Plus il y a de coupes, plus on va voir des espèces feuillues repousser, et moins les paysages seront inflammables », dit-il. « L'effet du changement climatique sur la tendance qu'on observe [au Canada] est peut-être atténué par ces facteurs humains », précise-t-il.

Selon le dernier cycle de rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), l'emballage des feux dans certaines régions du monde est attribuable aux changements climatiques. Localement, note toutefois le GIEC, d'autres facteurs — comme la déforestation, le drainage des tourbières, l'expansion agricole et El Niño — peuvent exercer une plus grande influence. À l'échelle planétaire, le groupe d'experts anticipe un accroissement de 35 % des territoires brûlés dans un monde plus chaud de 2 °C.

États-Unis

L'autorité américaine de la concurrence demande la suspension de l'acquisition d'Activision par Microsoft

Le Royaume-Uni a dit non, l'Union européenne (UE) a dit oui et les États-Unis tentent à nouveau de s'y opposer: l'acquisition à 68,7 milliards de dollars d'Activision Blizzard par Microsoft ne semble toujours pas près d'aboutir, un an et demi après avoir été annoncée.

L'autorité américaine de la concurrence, la FTC, a demandé lundi à un tribunal fédéral de San Francisco de suspendre temporairement l'opération, d'après le référendum consulté par l'AFP.

La Commission européenne a approuvé le mois dernier cette transaction qui ferait du géant de l'informatique le troisième acteur mondial des jeux vidéo, alors que leur homologue britannique a mis son veto au nom de la concurrence sur le marché des jeux dématérialisés (cloud gaming).

La FTC avait déjà lancé une procédure administrative pour déterminer les risques liés à ce rachat, et une audience est prévue début août, mais des articles de presse ont circulé « suggérant que (Microsoft et Activision) envisageaient sérieusement de finaliser l'acquisition » malgré cette procédure et l'interdiction de la CMA, l'autorité britannique, note le référendum de lundi.

« L'opération proposée permettrait à Microsoft de continuer à prendre le contrôle de jeux vidéo de grande valeur », argue la FTC.

« En contrôlant les contenus d'Activision, Microsoft pourrait, et aurait intérêt à retenir ces contenus, ou à en diminuer la qualité d'une façon qui affaiblirait la concurrence, y compris en termes de qualité, de prix et d'innovation », estime l'agence fédérale.

Mieux faire concurrence

Microsoft, qui commercialise les consoles Xbox depuis plus de 20 ans et possède de nombreux studios, assure que cette acquisition apporterait au contraire plus de choix sur le marché des jeux vidéo.

L'intervention de la FTC « devrait accélérer le processus », a réagi Brad Smith, le président de la firme de Redmond (nord-ouest), sur Twitter lundi.

« Nous préférons toujours des méthodes constructives, à l'amiable, avec les gouvernements, mais nous sommes confiants et avons hâte de présenter nos arguments », a-t-il ajouté.

Bobby Kotick, le directeur général d'Activision Blizzard, a aussi dit « accueillir positivement » ce rebondissement qui va permettre de « faire avancer » les choses, d'après un courriel aux salariés publié sur le site de l'entreprise.

L'éditeur détient plusieurs titres phénomènes, auxquels jouent des dizaines de millions de personnes, du jeu de tir « Call of Duty » aux lignes de bonbons à exploser sur le fameux « Candy Crush », et à « Overwatch » qui a un championnat d'es-



port dédié, la Overwatch League.

Selon le patron, la fusion serait bénéfique pour des centaines de millions de joueurs, pour les employés américains et pour les actionnaires (y compris les personnes qui dépendent d'un fonds de pension pour leur retraite).

Elle « permet à deux entreprises américaines de mieux faire concurrence aux rivaux internationaux qui dominent l'industrie dans le monde », a-t-il précisé.

Cloud gaming

Tencent et Sony règnent sur ce marché en Asie et au-delà grâce notamment à Riot Games, l'éditeur du succès planétaire « League of Legends », pour le géant chinois, les consoles PlayStation pour la firme

japonaise.

Sony s'était inquiété de se voir refuser l'accès aux grands succès d'Activision Blizzard. Mais selon la Commission européenne, « Microsoft n'aurait aucun intérêt à refuser de distribuer les jeux d'Activision à Sony, qui est le principal distributeur mondial de jeux pour consoles ».

Les régulateurs s'inquiètent surtout pour le marché en plein essor du cloud gaming, des jeux dématérialisés accessibles en streaming indifféremment sur tablette, smartphone ou ordinateur.

Mais l'UE a accepté les solutions proposées par Microsoft.

Le groupe américain a prévu d'accorder des licences gratuites aux consommateurs pour les jeux actuels et futurs d'Activision Blizzard leur permettant de jouer sur tout appareil, peu importe le système d'exploitation, pour une durée de 10 ans.

Avec sa demande de lundi, la FTC espère qu'un juge va interdire aux deux sociétés américaines de finaliser le rachat avant que la procédure judiciaire n'aboutisse.

« Si la transaction a lieu, ce sera la plus importante de l'histoire de l'industrie des jeux vidéo et aussi de l'histoire de Microsoft », a souligné la FTC.

France

Retraites : la motion de censure de la Nupes rejetée par l'Assemblée

La 17e motion de censure contre le gouvernement, déposée par la coalition de gauche Nupes dans le sillage du conflit sur la réforme des retraites, a été rejetée lundi à l'Assemblée nationale. Le texte n'a recueilli que 239 voix, alors qu'une majorité d'au moins 289 suffrages était requise pour faire tomber le gouvernement d'Élisabeth Borne.

Sans surprise, l'Assemblée nationale a rejeté, lundi 12 juin, une 17e motion de censure. Élisabeth Borne a fait valoir le "courage" du gouvernement face aux "décibels" des oppositions et défendu son bilan alors que les rumeurs de remaniement s'amplifient.

Avec cette motion, la Nupes entendait contester l'absence de vote, jeudi 8 juin dans l'hémicycle, sur la proposition de loi émanant du groupe centriste Liot visant à abroger le texte sur la réforme des retraites qui prévoit le report de l'âge légal de départ de 62 à 64 ans.

La Première ministre a largement sauvé son gouvernement : la motion de censure n'a été soutenue que par 239 députés, loin de la majorité absolue des 289 voix, faute du soutien des députés Les Républicains (LR).

"Le vrai courage politique, c'est de sortir du confort de la posture" et "de construire des majorités, même avec ceux qui ne pensent pas exactement comme nous", a-t-elle plaidé, en ce jour anniversaire du premier tour des élections législatives il y a un an.

Et de lancer, reprenant les mots de l'ancien chef du gouvernement Bernard



Cazeneuve au sujet de la Nupes : "Moi, je ne confonds pas le courage et les décibels". Élisabeth Borne a aussi fustigé les "incohérences", "contradictions" et la "démagogie" des oppositions.

"Sommes-nous encore en démocratie en macronie ?"

Avec cette motion de censure, "on verra s'il y a une majorité alternative au Parlement", avait souligné dimanche la locataire de Matignon, en évacuant par avance l'hypothèse.

À la tribune, la socialiste Valérie Rabault a porté lundi la motion en se plaçant sur un autre terrain. "Ce qui se joue aujourd'hui (...), c'est la possibilité de mettre un terme au discrédit que le gouvernement jette sur l'Assemblée nationale", a-t-elle jugé, critiquant dans une ambiance houleuse une "duplicité" et des "pressions" du gouvernement d'Élisabeth Borne lors de la crise des retraites.

"Sommes-nous encore en démocratie en macronie ?", a renchéri la patronne des

députés insoumis Mathilde Panot.

"Votre responsabilité désormais serait de démissionner", a lancé à Élisabeth Borne le président du groupe indépendant Liot Bertrand Pancher

À lire aussi Retraites : "Ces manœuvres alimentent le discours sur le déni de démocratie"

Dans le camp présidentiel, Jean-Louis Bourlanges (MoDem) a, lui, épingle un "énième remake de la condamnation du gouvernement".

Vers un possible remaniement

La cheffe du gouvernement espère à l'inverse avoir consolidé sa position à Matignon depuis son recours à l'arme constitutionnelle du 49.3 en mars pour faire adopter la réforme et après avoir évité de justesse, à 9 voix près, une motion de censure déposée dans la foulée.

"Nous avançons avec transparence, cohérence", a-t-elle souligné, entourée de nombreux ministres venus au Palais Bourbon.

Élisabeth Borne n'a cependant pas démenti dimanche qu'il puisse y avoir un changement d'équipe gouvernementale. "Ces questions s'évoquent avec le président de la République", a-t-elle dit.

Un cadre du parti présidentiel Renaissance évoquait lundi la possibilité d'un remaniement dans les quinze jours, alimentant la machine à rumeurs. Ça en prend le chemin", a-t-il dit à l'AFP. Soit avant la date butoir du 14 juillet posée à Élisabeth Borne par Emmanuel Macron pour dérouler une feuille de route destinée à relancer l'action de l'exécutif.

Sunak et Johnson à couteaux tirés



Les tensions entre le premier ministre britannique, Rishi Sunak, et son prédécesseur Boris Johnson ont tourné lundi au conflit ouvert après la fracassante démission du Parlement de l'ancien occupant de Downing Street, exposant les fractures au sein des conservateurs britanniques.

L'année restant avant les législatives de 2024 s'annonce longue pour le parti au pouvoir depuis treize ans, déjà à la peine dans les sondages face au Parti travailliste.

Replongeant la majorité dans la tourmente, Boris Johnson, toujours député depuis son départ forcé de Downing Street l'été dernier, a annoncé vendredi sa démission du Parlement. Il a dénoncé une « chasse aux sorcières » alors qu'il faisait face à des sanctions pour avoir menti aux députés durant la pandémie de COVID-19.

Son départ de son siège de député est aussi intervenu après un psychodrame : l'ancien dirigeant venait de voir rejetée la liste de nominations à la Chambre des lords que proposent, selon la tradition, les premiers ministres à l'issue de leur mandat.

« Boris Johnson m'a demandé de faire quelque chose que je n'étais pas prêt à faire, parce que je ne pensais pas que c'était correct », s'est défendu lundi Rishi Sunak. « Je ne pensais pas que cela aurait été une bonne chose, et si certains n'aiment pas cela et bien tant pis ».

Il revient au premier ministre en exercice d'approuver ces nominations après avis de la Commission des nominations de la Chambre des lords (HOLAC) et, selon l'usage, il ne fait aucune modification à la liste soumise.

« Rishi Sunak raconte n'importe quoi », a répliqué Boris Johnson dans un communiqué.

niqué, assurant qu'obtenir le feu vert de l'HOLAC ne représentait qu'une « simple formalité ».

Selon des médias britanniques, Boris Johnson et Rishi Sunak ont parlé récemment de ces nominations et le premier pensait avoir obtenu satisfaction du second.

Mais au moment de la publication de la liste vendredi, certains noms évoqués à maintes reprises dans les médias étaient absents, comme par exemple le père de l'ex-premier ministre, Stanley, et d'anciens ministres.

La polémique a enflé, conduisant la commission à indiquer qu'elle n'avait pas soutenu la candidature de huit personnes

proposées, non nommées.

En revanche, alliés politiques et anciens conseillers de Boris Johnson ont été récompensés de sièges à vie à la Chambre des lords (y compris une conseillère de 29 ans) ou de décorations diverses.

Promesse d'intégrité

« J'ai dit que j'allais faire les choses différemment parce que je veux changer la politique et c'est ce que je fais », a insisté Rishi Sunak qui a promis un gouvernement intégré et responsable après les scandales de l'ère Johnson et assure vouloir se concentrer sur la lutte contre l'inflation et l'immigration illégale.

Le tonitruant ex-maire de Londres n'a

jamais pardonné à Rishi Sunak, alors ministre des Finances, d'avoir précipité sa chute en quittant le gouvernement après une série de scandales, entraînant une partie du gouvernement.

Depuis, des velléités de retour au pouvoir sont régulièrement prêtées à Boris Johnson, qui dispose d'alliés de poids dans la majorité et garde une aura considérable au sein de la base du Parti conservateur, pour qui il reste celui qui a réalisé le Brexit après avoir remporté une victoire électorale historique aux législatives de 2019.

L'ancien dirigeant, dont les trois ans à Downing Street ont été émaillés de scandales et d'accusations de favoritisme, a vivement attaqué le gouvernement actuel dans sa lettre de démission vendredi, l'accusant d'avoir renoncé à ses promesses de 2019.

La capacité de nuisance réelle de Boris Johnson reste cependant incertaine. Dans l'année écoulée, il a dû renoncer à une tentative de retour au pouvoir après la débâcle de l'éphémère Liz Truss à Downing Street, laissant la voie ouverte à Rishi Sunak, et n'a pas réussi à mener la fronde espérée contre un accord signé entre le gouvernement et Bruxelles sur l'Irlande du Nord.

Après sa démission vendredi, seuls deux autres députés l'ont imité, alors que certains craignaient un mouvement de masse susceptible de remettre en cause la majorité actuelle des conservateurs au Parlement.

Selon un sondage publié lundi par l'institut YouGov, seuls 25 % des Britanniques et 49 % des électeurs conservateurs voudraient le voir revenir au Parlement à l'avenir.

Les États-Unis ont officiellement demandé à réintégrer l'UNESCO

Les États-Unis, sous la houlette du président Joe Biden, ont officiellement demandé à réintégrer l'UNESCO, quittée sous Donald Trump, une décision visant notamment à contrer l'influence grandissante de la Chine dans l'ordre multilatéral international.

« Je souhaite vous informer, au nom du département d'État, que les États-Unis ont l'honneur de proposer un plan pour leur retour dans l'UNESCO », a écrit Richard Verma, un adjoint au secrétaire d'État, dans un courrier adressé à la directrice générale de l'organisation, Audrey Azoulay, vu par l'Agence France-Presse.

« Si l'UNESCO va bien, elle ira mieux encore avec le retour des États-Unis », a lancé Mme Azoulay lors d'une réunion avec les pays membres à Paris, siège de l'institution onusienne. « C'est un grand jour pour l'UNESCO, pour le multilatéralisme. »

L'acceptation du retour américain ne pourra se faire qu'après un vote à la majorité des autres États, attendu en juillet.

À l'unisson de l'ambassadeur du Japon à l'UNESCO, qui s'est réjoui d'un « développement historique », plus de 40 pays ont soutenu la tenue d'un vote rapide sur le sujet et se sont montrés favorables à la réintégration américaine.

La Chine, par l'intermédiaire de son ambassadeur auprès de l'UNESCO, Yang Jin, a indiqué qu'elle ne s'y opposerait pas. « La Chine est prête à travailler avec tous les États membres, y compris les États-Unis », a-t-il lancé, malgré les relations houleuses entre Pékin et Washington.

Éthique de l'IA

Cette décision américaine s'inscrit dans le contexte général de la rivalité croissante entre les deux pays, alors que la Chine souhaite transformer l'ordre multilatéral



international mis en place après la Seconde Guerre mondiale, dont l'UNESCO est une émanation.

Sous la présidence de Donald Trump, les États-Unis avaient annoncé en octobre 2017 quitter l'UNESCO, dont ils avaient notamment dénoncé les « partis pris antisémites persistants ». Ce retrait, accompagné de celui d'Israël, était effectif depuis décembre 2018.

En mars, le secrétaire d'État Antony Blinken avait toutefois estimé que l'absence américaine permettait à la Chine de peser davantage que les États-Unis sur les règles de l'intelligence artificielle (IA), quand l'UNESCO a produit une recommandation sur l'éthique de l'IA dès 2021.

« Je crois vraiment que nous devrions revenir à l'UNESCO, pas pour faire un cadeau à l'UNESCO, mais parce que les choses qui se passent à l'UNESCO ont de l'importance », avait-il déclaré.

L'UNESCO « crée des normes impor-

tantes. Quand vous êtes absents de cela, vous laissez bien sûr la place à d'autres », a remarqué Audrey Azoulay lundi dans un court entretien avec la presse.

Carrefour géopolitique

Depuis 2011, et l'admission de la Palestine au sein de l'UNESCO, les États-Unis, dirigés alors par Barack Obama, ne versaient plus de financement à l'organisation onusienne pour la culture, l'éducation et les sciences, un énorme coup d'arrêt pour celle-ci, les contributions américaines représentant alors 22 % de son budget.

La dette américaine auprès de l'UNESCO, contractée entre 2011 et 2018, est aujourd'hui de 619 millions de dollars, soit davantage que le budget annuel de l'UNESCO, évalué à 534 millions de dollars.

« L'argent frais américain va faire beaucoup de bien à l'UNESCO », a indiqué sous le couvert de l'anonymat un diplomate de cette agence, pour qui le président américain « et la première dame » ont été

« impliqués » dans la demande de réintégration de Washington.

« Les États-Unis ont besoin de renouer une forme de dialogue. [...] Le retour des Américains à l'UNESCO cristallise plein de tectoniques des plaques qui bougent de partout », explique Annick Cizel, maîtresse de conférence à l'Université Paris III.

Car l'UNESCO est un « carrefour géopolitique » où Washington peut s'entretenir par exemple avec la Chine sur des questions environnementales, mais aussi avec le Moyen-Orient, « qui échappe de plus en plus aux Américains », énumère cette spécialiste de la politique étrangère des États-Unis.

L'UNESCO, c'est aussi « la vérité scientifique face à la désinformation de Truth Social », le réseau social de Donald Trump, ou face aux fausses nouvelles propagées par « l'axe sino-russo-iran-nord-coréen », relève-t-elle.

Les États-Unis ont indiqué avoir demandé au Congrès américain de décaisser 150 millions de dollars pour l'exercice financier 2024, un montant équivalent devant être déboursé les années suivantes « jusqu'à résorption de nos arriérés », selon le courrier de Richard Verma.

Les États-Unis avaient déjà quitté l'UNESCO en 1984, sous Ronald Reagan, invoquant l'inutilité supposée et les débordements budgétaires de cette organisation, qu'ils avaient ensuite réintégrée en octobre 2003.

La Russie et l'Iran, autres membres de cette agence onusienne avec lesquels Washington entretient des relations complexes, ne se sont pas prononcés lundi. Le scénario d'un rejet de la candidature américaine lors du vote de juillet est toutefois considéré à l'UNESCO comme peu probable.

BioNTech face à la justice allemande pour son vaccin anti-COVID

Vaccinés contre la COVID, ils disent souffrir d'effets secondaires et veulent obtenir réparation: le laboratoire BioNTech, qui a développé, avec l'américain Pfizer, l'un des principaux vaccins sur le marché, comparaît depuis lundi pour la première fois en procès.

Cette audience judiciaire très attendue, censée durer plusieurs mois, a débuté lundi par une bataille procédurale.

« L'impartialité du juge a été questionnée par les avocats de la plaignante », a annoncé peu après le début de l'audience un porte-parole du tribunal.

Les défenseurs demandent notamment que le procès soit présidé par un collège de magistrats spécialisés en questions de santé et non un juge unique, « ce qui permettrait une réelle expertise », a justifié un des avocats, Marco Rogert.

Une prochaine session aura donc lieu « dans quelques jours », selon l'avocat. Le tribunal décidera alors « s'il reste dans cette disposition pour le procès ou s'il le confie à la chambre ».

Fatigue, AVC, thromboses

L'affaire est éminemment complexe. Fin 2021 débutait une campagne de vaccination d'une ampleur inédite face à une pandémie mortelle qui a entraîné le confinement de millions de personnes et la paralysie de l'économie mondiale.

Selon l'Agence européenne des médicaments (EMA), il a été estimé qu'au cours de la première année de la pandémie, les vaccins anti-COVID ont aidé à sauver près de 20 millions de vies.

Mais certaines personnes affirment qu'ils ont entraîné une dégradation de leur



état de santé.

Des actions en justice ont été lancées dans plusieurs pays, comme la France ou le Royaume-Uni.

Quelques centaines de plaintes ont été déposées en Allemagne visant à faire reconnaître le lien de causalité entre cette vaccination et le développement de pathologies.

Le tribunal de Hambourg est ainsi le premier à se pencher sur une demande de réparation.

La plaignante dit souffrir d'effets tels que des « douleurs dans la partie supérieure du corps, gonflement des extrémités, épuisement, fatigue et troubles du sommeil » après avoir reçu le vaccin des laboratoires Pfizer et BioNTech, selon le tribunal.

Autant de problèmes « néfastes pour le travail » de cette médecin, employée dans un hôpital, « et qui ne peut plus travailler le même nombre d'heures » qu'avant, affirme un de ses avocats, Tobias Ulbrich, à l'AFP.

« Pour des raisons de santé », elle était absente lors de cette première audience. « Elle qui était sportive et qui faisait de l'aviron souffre aujourd'hui d'une fatigue

chronique et d'un manque d'énergie au quotidien », a décrit M. Rogert.

Elle réclame au moins 150 000 euros (environ 215 000 \$ CA) de dommages et intérêts, selon le tribunal.

Des centaines de plaignants

D'autres audiences sont à venir dans les prochains mois, l'avocat affirmant représenter 250 plaignants, « tous en bonne santé » avant de souffrir de symptômes qu'ils attribuent à la vaccination.

« Les symptômes sont très différents, cela va de l'AVC à la thrombose et aux maladies cardiaques », assure Joachim Cäsar-Preller, un autre avocat allemand, qui représente 140 clients dans des poursuites similaires.

Sur les 192 millions de vaccins administrés en Allemagne, l'institut scientifique Paul Ehrlich a reçu 338 857 signalements d'effets secondaires présumés, dont 54 879 cas jugés graves.

Le laboratoire BioNTech explique qu'à ce stade, « aucune relation causale entre les troubles de santé décrits et la vaccination n'a été prouvée dans les cas examinés ».

L'entreprise assure néanmoins, dans une déclaration à l'AFP, « prendre ses responsabilités » et « examiner chaque cas individuel avec soin, sur la base des informations disponibles ».

« Le producteur est responsable de son produit et c'est pourquoi on attaque BioNTech », a déclaré lundi M. Ulbrich.

Discrète pépite du secteur des biotechnologies, BioNTech a acquis une célébrité mondiale en s'associant avec Pfizer pour mettre au point un vaccin à ARN messager

contre la COVID-19, vendu à des millions d'exemplaires.

Cette technologie innovante et la rapidité d'homologation du produit en raison de l'urgence sanitaire ont générée une importante vague de scepticisme et de désinformation sur le vaccin, mettant en cause sa sécurité.

« Long chemin »

L'existence de symptômes « post-vac » est néanmoins prise au sérieux par la communauté médicale en Allemagne où plusieurs hôpitaux ont mis en place des consultations dédiées.

Outre la voie judiciaire, des recours administratifs sont prévus en cas de complications vaccinales invalidantes. Plus de 8000 demandes de ce type avaient été déposées à mi-avril, et 335 ont été acceptées à ce stade, selon les médias allemands.

Les procédures judiciaires pour établir un lien de causalité avec les vaccins seront un « long chemin semé d'embûches », reconnaît l'avocat Joachim Cäsar-Preller.

D'après la loi, pour engager la responsabilité des fabricants, les effets secondaires doivent dépasser un « niveau justifiable selon les connaissances de la science médicale ».

Une plaignante, Kathrin K., âgée de 45 ans, estime que ses symptômes entrent dans cette catégorie.

Elle assure à l'AFP avoir perdu « 25 kilos en dix jours » après l'injection et avoir dû subir plusieurs opérations des intestins. « Je déteste que l'on me dise que je suis un cas isolé, ce n'est pas le cas », insiste cette ancienne vendeuse.

Santé

Fatigue, somnolence, AVC... Comment l'apnée du sommeil peut vous gâcher la vie

Vous ronflez comme un sonneur ? Peut-être souffrez-vous d'apnée du sommeil. Ce syndrome concerne environ 4 % de la population en France. De quoi s'agit-il exactement ?



L'apnée du sommeil ou syndrome d'apnées-hypopnées obstructives du sommeil (SAHOS) est un trouble de la ventilation nocturne dû à la survenue anormalement fréquente de pauses respiratoires », définit le site de l'Assurance-maladie. En effet, durant le sommeil, les voies respiratoires se bouchent par épisodes, provoquant des apnées ponctuelles et répétées.

« Ce phénomène est dû au relâchement des muscles des parois du pharynx », explique l'Inserm. « Celui-ci devient mou et l'air passe difficilement, provoquant au passage des vibrations qui créent un ronflement. Si les parois s'effondrent totalement, le passage de l'air est bloqué et c'est l'apnée. »

A chaque épisode, « un système d'alerte se déclenche dans le cerveau, provoquant un micro-réveil qui permet lui-même l'activation d'un système neurologique réflexe ». La personne vit un micro-réveil, dont elle ne se rend pas compte, lui permettant de reprendre sa respiration... jusqu'à l'obstruction suivante.

Ces apnées durent généralement entre 10 et 30 secondes et se produisent au moins 5 fois par heure de sommeil.

Ce trouble du sommeil est favorisé par plusieurs facteurs dont le principal demeure le surpoids et l'obésité. Une obstruction nasale, conséquence de problèmes ORL peut aussi les provoquer. L'alcool, les sédatifs et le tabac aggravent le problème.

Des conséquences sur la santé et la qualité de vie

Ce manque d'oxygène et ces micro-réveils répétés perturbent aussi la qualité de vie en journée. Le sommeil étant dégradé, une fatigue s'installe, conduisant à une somnolence diurne.

Celle-ci a pour conséquence des troubles de la mémoire et de la concentration, des troubles de l'humeur et un risque accru d'accident de la route notamment. La qualité de vie sociale et professionnelle en est également

altérée.

De plus, et à plus long terme, « le syndrome d'apnées du sommeil augmente la mortalité et particulièrement celle de cause cardiovasculaire », indique ameli.fr.

Hypertension artérielle, insuffisance cardiaque, AVC ou encore infarctus du myocarde... le risque de subir l'une ou l'autre de ces pathologies est nettement augmenté dans le contexte d'un SAHOS. « Près de 40 % des personnes hypertendues ont aussi un syndrome d'apnées du sommeil », précise par exemple la Fédération française de Cardiologie.

Diagnostic et prise en charge

Afin de poser un diagnostic précis, il est nécessaire de réaliser des enregistrements du sommeil dans un centre spécialisé ou au domicile du patient.

Une fois confirmé, « et lorsque le trouble est associé à un surpoids, la première mesure consiste à perdre du poids », indique l'Inserm. « Une réduction de 10 à 15% (du) poids initial réduit nettement la sévérité des apnées du sommeil. »



« Au-delà de cette mesure, la ventilation en pression positive continue est le traitement de référence du syndrome », poursuit l'Inserm.

« Elle repose sur l'administration d'air en pression continue pendant la nuit, pour éviter la fermeture du pharynx. » Cette méthode consiste à porter durant la nuit, un masque relié à une machine de ventilation.

Dans certains cas, une orthèse buccale peut aussi être posée. « Il s'agit d'un appareil amovible, moulé sur les mâchoires du patient, qui se porte la nuit et permet d'avancer la mâchoire de quelques millimètres pour étirer le pharynx. Cette approche est généralement réservée aux apnées modérées », précise l'Inserm.

méicalisée, comment vivre cette période le plus sereinement possible et avoir le plus beau bébé du monde ?

NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION

Take notice that I Jameah Mahmoodiyah /AI Atfaal p.p.s will apply to the Municipal Council of Port Louis for a building and land use permit for a proposed Primary and Pre-primary, vocational school at 45 Inkerman Street, Port Louis. Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above named Council within 15 days from the date of this publication.

NOTICE UNDER SECTION 36(2)(c) OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that the company Baker Tilly Consulting Group Ltd has, by way of a special resolution changed its name to Fidei Ltd as evidenced by the certificate given under the Hand and Seal of the Registrar of Companies dated 3rd February 2023.

Dated this 12th day of June 2023

Sin C. Li

Director

SCHOOLCARETAKERS AND LABOURERS UNION

8, LOUIS VICTOR DE LA FAYE STREET
PORT-LOUIS
PHONE 21-20401
REG: NO. 108

Dear Brother/ Sister,

You are kindly requested to attend Annual General Meeting of the above Union which will be held on Saturday 8th July, 2023 at 10.30 a.m. at the seat of Centre Social Marie Reine de la Paix St. Georges Street, Port-Louis

AGENDA

- Welcome Address.
- Reading and Approval of Minutes of the last AGM.
- Matters Arising out of Minutes.
- President Report.
- Treasurer Report.
- Appointment of Auditors.
- Amendment on Rules Section (4 (a), 28, 29, 30, 31) by Ballot Papers/ show by Hand.
- Election of 12 members for year 2023/ 2025
- A.O.B

Members wishing to stand as candidate should send their letter of candidature to the Secretary by registered post at latest on 14 June, 2023 before 3.00 p.m to the Secretary under registered cover.

If no quorum is obtained the AGM will be held on Saturday 22th July, 2023 at the same place with the same Agenda.

Please circulate this convocation among your friend.

Yours faithfully,

K.SHIBOLL

Secretary

Date: 1st July, 2023

SCHOOLCARETAKERS AND LABOURERS CO-OPERATIVE UNION LTD

8. LOUIS VICTOR DE LA FAYE STREET
PORT-LOUIS
PHONE 21-20401
REG: NO. 990

ANNUAL GENERAL MEETING

Brother/ Sister,

You are kindly requested to attend Annual General Meeting of the above Union which will be held on Saturday 8th July, 2023 at 10.30 a.m. at the Centre Social Hall Marie Reine de la Paix, St. Géorges Street Port-Louis

AGENDA

- Welcome Address.
- Reading and Approval of Minutes of the last AGM.
- Matters Arising out of Minutes.
- President Report.
- Presentation of Annual Internal Controller's Report for Year 01.7.21 to 30.6.22
- Approval of Final A/C & Balance Sheet as at 30.6.2021 and 30.6.22.
- Approval of Estimates of Income & Expenditure for Year 2023/2024.
- Appointment of an Internal Controller for Year 2023/2024
- Appointment of Auditor for Year 2023/2024
- Election of 6 Board Directors.
- A.O.B

Members wishing to stand as candidate to serve as Director of the Board should send their letter of candidature to the Secretary by registered post at latest on 14th June, 2023 at 3.00 p.m.

If no quorum is obtained the AGM will be held on Saturday 22th July, 2023 at the same place with the same Agenda.

Please circulate this convocation among your friend.

Yours faithfully,

T. Bakurally (Mrs)

Secretary

Date: 1st June, 2023

NOTICE UNDER SECTION 311 OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that "Agence Commerciale du Bâtiment Limitée" bearing Company No. C169928 a Domestic Company and having its registered office at C/o Mr Didier SABAS, 84 Allée des Cypres, Floreal, Mauritius has applied to the Registrar of Companies to be removed from the Register of Companies under Section 309 (1) (d) of the Companies Act 2001.

Notice is hereby also given that the Company has ceased to carry on business, has discharged in full its liabilities to all its known creditors, and has distributed its surplus assets in accordance with its constitution and the Companies Act 2001.

Any objection to the removal of the Company under Section 312 of the Companies Act 2001 is to be made in writing to the Registrar of Companies.

ST JAMES SECRETARIES LIMITED
Company Secretary

Comment bien vivre votre grossesse ?

Vous venez peut-être tout juste d'apprendre la nouvelle : vous allez devenir parents et mettre, pendant 9 mois, votre vie entre parenthèses. A l'heure où la grossesse est de plus en plus

NOTICE UNDER SECTION 137 OF THE INSOLVENCY ACT 2009

3i India Infrastructure Investments Limited

Notice is hereby given that by way of a shareholder's written resolutions dated 30 March 2023, the sole shareholder of the above-named Company has decided to put the Company into liquidation and Mr. Gowtamsingh Dabee, ACA, FCCA, ADIT, Insolvency Practitioner of 5th Floor, Green Cross Building, Royal Road, Belle Rose, Quatre Bornes, Mauritius has been appointed as liquidator.

Dated this 06th day of June 2023

By order of the board

FOOTBALL

Crystal Palace fixe ses exigences au PSG pour Michael Olise

Michael Olise est dans le viseur du Paris Saint-Germain, mais Crystal Palace ne compte pas se laisser faire si facilement. En cas de départ de leur attaquant de 21 ans, les Eagles souhaiteraient obtenir près de 60 millions d'euros avec son transfert.

Formé à Reading, Michael Olise est arrivé à Crystal Palace lors du mercato estival 2021. Pour sa première saison avec les Eagles, l'attaquant français né en Angleterre a pris de l'épaisseur. L'ailier droit a d'ailleurs réussi des débuts très intéressants sous les ordres de Patrick Vieira, avec notamment 4 buts et 8 offrandes en Premier League et en FA Cup. Des statistiques qui ont confirmé les espoirs placés en lui par la direction du club anglais. Et grâce à ses performances, il a pu faire ses premiers pas avec l'équipe de France Espoirs.

Une première saison très bénéfique donc pour le polyvalent attaquant. Et la suivante a d'ailleurs été du même acabit puisque Michael Olise a commencé cet exercice 2022-2023 dans la peau d'un remplaçant. Mais ce statut n'a pas duré longtemps et le joueur de 21 ans s'est progressivement imposé comme un titulaire en puissance avec l'aide de Patrick Vieira puis de Roy Hodgson. Auteur de 2 réalisations et 11 passes décisives, il a logiquement tapé dans l'œil de plusieurs cadors européens comme le Paris Saint-Germain qui est venu prendre des nouvelles en vue d'un transfert futur.

Crystal Palace réclame une somme importante au PSG

En effet, les dirigeants du club parisien s'activent en coulisses après le départ de Lionel Messi aux Etats-Unis, du côté de l'Inter Miami. Et ils auraient coché le nom de Michael Olise sur leur liste à en croire la presse anglaise. Un choix logique alors que les Rouge et Bleu ne possèdent pas vraiment d'ailier droit. Mais une mauvaise nouvelle pourrait refroidir les ardeurs du PSG dans ce dossier. Malgré des finances qui devraient être plus saines après le départ de la Pulga, il se pourrait bien que l'ailier français coûte très cher au PSG. Et cela pourrait bien compliquer les négociations.

À en croire les dernières indiscretions de nos confrères du Daily Mail, Crystal Palace espère que son prix, environ 50 millions de livres sterling (soit un peu moins de 60 millions d'euros), sera assez dissuasif pour que le PSG s'éloigne de sa pépite cet été. D'autant plus que, selon nos informations, le prix de l'ailier de 21 ans pourrait même être plus encore plus important. Les dirigeants parisiens savent dorénavant à quoi s'en tenir avec leurs homologues anglais. Les négociations s'annoncent musclées.



Manchester City : Pourquoi leur maillot n'aura-t-il pas l'écusson des vainqueurs de la Ligue des Champions

Manchester City ne portera pas le badge des vainqueurs de la Ligue des Champions sur son maillot la saison prochaine, malgré avoir remporté le trophée samedi soir. L'équipe de Pep Guardiola a réalisé un triplé historique en battant l'Inter (1-0) à Istanbul.

Le milieu de terrain espagnol, Rodri, a marqué le seul but de la partie en seconde mi-temps, permettant à City d'ajouter enfin la Coupe d'Europe à sa collection de trophées.

En ayant également remporté la Premier League et la Coupe d'Angleterre ces dernières semaines, les hommes de Guardiola ont confirmé leur statut parmi les plus grandes équipes de l'histoire du football anglais.

"Je suis fatigué, calme et satisfait. C'est tellement difficile de gagner", a déclaré Guardiola, qui a également remporté le triplé avec le FC Barcelone, après le coup de sifflet final. "C'était écrit dans les étoiles. Cela nous appartient."

Pourquoi Manchester City n'aura-t-il pas le badge de vainqueur de la Ligue des Champions sur son maillot ?

Malgré la réussite impressionnante des Citizens, le badge de vainqueur de la Ligue des Champions ne figurera pas sur leurs maillots la saison prochaine.

Nous avons vu le badge sur les maillots d'autres équipes après avoir remporté la Ligue des Champions ces dernières saisons, notamment le Real Madrid et Liverpool.



Alors, pourquoi le badge ne sera-t-il pas présent sur le prochain maillot de City ?

Selon The Mirror, le Badge d'Honneur de l'UEFA n'est pas décerné aux équipes qui n'ont remporté la Ligue des Champions qu'une seule fois.

En fait, seuls quelques clubs sélectionnés du football européen peuvent actuellement le porter. Introduit au début de la saison 2000-2001, les clubs doivent remporter un titre européen cinq fois ou trois fois de suite pour être éligibles

au badge.

Cela signifie que les seuls clubs qui peuvent actuellement porter le badge sont : le FC Barcelone, Liverpool, l'Ajax, le Bayern Munich, l'AC Milan et le Real Madrid.

Le FC Séville peut également porter le Badge d'Honneur de l'UEFA grâce à ses exploits remarquables en Ligue Europa. Le club espagnol a remporté la deuxième compétition européenne à sept reprises (2006, 2007, 2014, 2015, 2016, 2020 et 2023).

Des clubs tels que l'Inter, Manchester United, la Juventus, Benfica et Chelsea devraient également remporter la Ligue des Champions au moins deux fois de plus pour être éligibles au badge.

Manchester City doit remporter la Ligue des Champions trois fois de suite, ou encore quatre fois, pour avoir le badge sur les manches de leur maillot.

Ainsi, leur maillot ne ressemblera pas exactement à cela la saison prochaine :

Cependant, cela n'a pas d'importance pour Guardiola, ses joueurs et les fans du club en ce moment. Ils viennent de réaliser l'un des exploits les plus difficiles du football !

Ndicka a choisi l'AS Rome plutôt que l'AC Milan

ment montré insistant.

Evan Ndicka poursuit sa progression. Le défenseur central de 23 ans, formé à l'AJ Auxerre, s'apprête à rejoindre l'AS Rome, cinq saisons après s'être engagé à l'Eintracht Francfort. Selon nos informations, il a tranché en faveur de la Louve et dispose d'une proposition contractuelle entre les mains. Le club espère finaliser les derniers détails ce mardi, avant de lui faire signer un contrat de cinq ans.

L'AC Milan proposait un salaire inférieur

Libre après l'expiration de son contrat à Francfort, le joueur avait également reçu une offre de l'AC Milan, qui lui proposait aussi un bail de cinq ans et un salaire évolutif d'environ 3 millions d'euros. Malgré l'insistance du demi-finaliste de la dernière Ligue des champions, Ndicka a donc choisi Rome, qui lui proposait 4 millions d'euros de salaire. Tottenham était aussi sur le coup, plus en retrait.

Le défenseur central a été appelé pour la première fois avec la sélection ivoirienne il y a quelques jours et pourrait connaître sa première sélection avec les Éléphants samedi prochain face à la Zambie. Il avait évolué dans les équipes de France de jeunes, jusqu'à connaître une sélection avec les Bleus en septembre 2019.



Le défenseur de l'Eintracht Francfort, Evan Ndicka, devrait s'engager en faveur de l'AS Rome pour un contrat de cinq ans, selon nos informations. En fin de contrat, il a choisi les Giallorossi alors que l'AC Milan s'était égale-

La Juventus s'intéresse à un jeune talent de l'AS Roma

La Juventus est attentive sur le mercato et cherche également à recruter des jeunes talents pour son équipe

Next Gen et pour préparer l'avenir. Les bianconeri s'intéressent à un jeune talent Italien de l'AS Roma.

Découvrez plus d'informations dans cet article.

Les dirigeants de la Juventus ont récemment rencontré l'agent de Nicolo Zaniolo et Wilfried Gnonto, et pour parler également d'un jeune joueur. Il s'agit de Filippo Missori, un jeune latéral droit Italien. C'est un des talents giallorossi que José Mourinho a fait débuter cette saison mais que le club, pour des raisons budgétaires, peut sacrifier en générant une plus-value d'ici le 30 juin. D'après les informations de Calciomercato.com, une somme de 3 ou 4 millions d'euros serait suffisante, c'est pourquoi la Juventus y pense sérieusement, convaincue que le joueur peut devenir un espoir important. L'idée serait d'inclure immédiatement le joueur avec le groupe de la Juventus Next Gen, pour ensuite intégrer l'équipe première. Suite aux exemples positifs de joueurs comme Fabio Quagliarella ou encore Matias Souza, des jeunes joueurs pourraient être intéressés par ce projet.

Football

Kylian Mbappé envisage un départ en 2024, le PSG acculé

Selon une information de l'Équipe confirmée par l'AFP, le footballeur français Kylian Mbappé a informé lundi son club, le PSG, qu'il n'activerait pas l'année supplémentaire qui lui permet de prolonger son contrat jusqu'en 2025. Le PSG n'envisage pas de laisser sa star partir libre à la fin de son contrat, en 2024, ce qui ouvre la porte à un transfert dès cet été en cas d'échec des négociations d'ici au 31 juillet.

Intox ou choix définitif ? Kylian Mbappé a informé le Paris SG qu'il n'activerait pas l'année supplémentaire à sa disposition pour prolonger jusqu'en 2025, ce qui force son club à envisager un départ dès cet été pour récupérer une indemnité de transfert.

Le club de la capitale s'est pris un nouveau coup sur la tête avec la décision de son attaquant vedette, annoncée lundi 12 juin par courrier, et révélée par le quotidien L'Équipe.

Elle intervient un peu plus d'un an après sa prolongation surprise au PSG, club qu'il a rejoint en 2017 contre 180 millions d'euros en provenance de Monaco. Le vice-champion du monde, courtisé notamment par le Real Madrid, avait prolongé jusqu'en 2024, avec la possibilité pour lui d'activer une option pour une année supplémentaire.

Le Français a fait connaître sa décision lundi dans un courrier transmis au club, a confirmé à l'AFP une source proche des négociations. La date butoir pour faire son choix est le 31 juillet 2023. Sollicité lundi en fin de soirée, l'entourage de Mbappé n'avait pas réagi dans l'immédiat.

Un départ de l'attaquant de 24 ans à la fin de son contrat, à l'été 2024, s'avèreraient catastrophique pour le PSG car, en plus du vide laissé dans l'équipe, le club serait privé des millions d'euros que lui assurerait un



transfert.

Dans ces conditions, le club rouge et bleu a deux solutions, selon la source proche des négociations : soit le convaincre d'activer finalement la clause de prolongation, avant l'échéance du 31 juillet, soit tenter de le vendre à un club dès cet été et récupérer une forte somme d'argent en échange.

"Encore un an de contrat"

Le souhait exprimé par le Français lundi est une contrariété de plus pour les propriétaires de QSI, le fonds qatarien arrivé en 2011, après une saison déjà difficile sur le terrain et en dehors, malgré l'obtention du titre de champion de France.

Taires de QSI, le fonds qatarien arrivé en 2011, après une saison déjà difficile sur le terrain et en dehors, malgré l'obtention du titre de champion de France.

De nouveau en échec en Ligue des champions, le club s'active actuellement pour trouver un successeur à Christophe Galtier, placé sur un siège éjectable un an après son arrivée en provenance de Nice.

Sans entraîneur, le PSG a aussi dit adieu au champion du monde argentin Lionel Messi, en fin de contrat et parti sous des sifflets du Parc des princes, et à l'ex-

périmé Sergio Ramos. L'avenir de l'attaquant Neymar, sous contrat jusqu'en 2025, apparaît également assez flou.

Quant à Mbappé, il avait déjà laissé entendre qu'il pourrait partir en 2024, à l'occasion de la cérémonie des trophées UNFP, le 28 mai, lors de laquelle il avait gagné un quatrième titre consécutif de meilleur joueur de la saison en Ligue 1. "J'ai dit que l'année prochaine je jouerai au PSG. J'ai encore un an de contrat donc je vais honorer mon contrat", avait déclaré le meilleur buteur de la saison 2022-2023.

Le développement de lundi interviendra en plein rassemblement de l'équipe de France, dont Mbappé est devenu capitaine après la Coupe du monde au Qatar, achevée par un revers en finale contre l'Argentine.

À Clairefontaine, où les Bleus préparent leurs prochains matches de qualifications à l'Euro, l'attaquant est apparu très décontracté lundi. Souriant et chambreur, il a participé à l'entraînement de la fin d'après-midi dans la bonne humeur, plaisanté à de multiples reprises avec Didier Deschamps et Antoine Griezmann et signé des dizaines d'autographes pour les spectateurs invités par la fédération. Rien qui ne laissait présager, en tout cas, d'un épisode si important se jouant en coulisses.

Le contrat de William Saliba prolongé d'un an par les Gunners



La presse britannique rapporte qu'Arsenal, très satisfaite des performances de William Saliba depuis le début de saison, a activé l'option de prolongation de contrat du défenseur français.

D'indésirable à incontournable. Envoyé successivement en prêt à Saint-Etienne, Nice et Marseille, William Saliba ne semblait pas vraiment en odeur de sainteté du côté d'Arsenal. C'était sans compter sa très belle saison dans les Bouches-du-Rhône, qui a totalement réévalué sa côte au sein de l'effectif des Gunners.

Revenu cette saison à Londres, William Saliba est devenu un titulaire indiscutable de la défense de Mikel Arteta. Il a démarré les quinze matches de Premier League disputés par son équipe, en tête du championnat anglais au moment de basculer en 2023.

Les Gunners sécurisent leur joueur

Alors que le contrat du Bondynois arrivait à son terme en juin, The Athletic rapporte qu'il a été automatiquement prolongé par les dirigeants londoniens, via l'activation d'une clause. Une manière de se protéger de la part du club, puisque Saliba aurait été libre de discuter avec le(s) club(s) de son choix, au 1er janvier.

Des négociations en bonnes et dues formes sont en cours et pourraient aboutir à la signature d'un nouveau bail, vraisemblablement assorti d'une augmentation de salaire, alors que l'ancien Stépanois est devenu international français et a disputé la Coupe du monde au Qatar.

Chelsea : Kepa et Mendy poussés vers la sortie

Les actuels propriétaires de Chelsea ne semblent pas convaincus par Kepa Arrizabalaga ou Edouard Mendy et envisagent de les vendre pendant le prochain mercato de Premier League.

Kepa Arrizabalaga et Edouard Mendy ne feraient plus partie des plans de Chelsea. Selon le London Evening Standard, le club londonien souhaitent se séparer de ces deux gardiens de but. Pour les remplacer, ils songeraient à Andre Onana de l'Inter Milan, à Gregor Kobel du Borussia Dortmund et à David Raya de Brentford pour le poste de numéro 1. Des contacts auraient déjà été établis avec ces trois-là en vu d'un transfert lors du prochain mercato de Premier League.

Edouard Mendy trop gourmand ?

Selon des informations en Géorgie, le gardien de Valence Giorgi Mamardashvili est également sur leur radar. Non seulement Chelsea a examiné des cibles potentielles, mais ils ont suspendu les négociations avec Edouard



Mendy alors que son contrat actuel expire en 2025. L'ancien gardien de Rennes aurait aimé avoir le même salaire de 190 000 £ par semaine de Kepa, mais le club semble réticent. Il y a aussi le sentiment que Kepa ne vaut pas ce salaire et, si une bonne offre arrivait, Chelsea le laisserait partir.

Manchester United va faire une offre pour Jordan Pickford



Jordan Pickford, le gardien d'Everton, devrait faire l'objet d'une offre de la part de Manchester United lors de l'ouverture du mercato estival 2023.

Manchester United va tenter sa chance pour recruter le gardien d'Everton Jordan Pickford. Erik Ten Hag veut mettre en concurrence David de Gea et veut tenter d'obtenir la signature de l'international anglais même si David De Gea prolonge son contrat avec les Red Devils d'ici l'ouverture du mercato de Premier League.

Jordan Pickford tenté par un départ

Jordan Pickford qui a récemment prolongé son contrat avec les Toffees pourrait être tenté par un départ à Manchester United. Les Red Devils pourraient inclure Tom Heaton dans le deal alors qu'il ne souhaite pas payer plus de 30 millions d'euros selon le Sun.